

Crise des déchets : le blocage se poursuit à Saint-Antoine

Le collectif Stop à l'intoxication de nos enfants et à la prolifération des mouches est déterminé à prolonger son action, lancée ce jeudi, dans l'attente d'un exutoire rapide pour les balles d'ordures actuellement stockées sur le site ajaccien. Des négociations sont toujours en cours

Les heures passées la veille au soir sous la pluie n'ont lentement en rien la détermination des membres du collectif Stop à l'intoxication de nos enfants et à la prolifération des mouches. Ils étaient d'ailleurs un certain nombre, hier matin, à s'activer aux abords du site de Saint-Antoine, sur les hauteurs d'Ajaccio, afin de construire un abri de fortune avec des palettes en bois et des bâches. Signe visible d'un blocage qui s'organise et qui se prépare, s'il en était besoin, à tenir dans la durée (notre édition d'hier).

Depuis jeudi après-midi, plusieurs des riverains à l'origine de la création du collectif, il y a près d'un mois, ont en effet décidé de passer à la vitesse supérieure en interdisant aux camions de décharger les ordures ménagères - en vue de leur mise en balle et de leur stockage temporaire - provenant de la communauté d'agglomération du pays ajaccien (Capa) et de plusieurs intercommunalités voisines (Celsu, Prunelli, Spelunca Liamone et une partie de la pieve d'Ornano). « Nous ne pouvons plus attendre et nous avons donc décidé d'agir », explique Alain Novello, porte-parole du collectif. Nous le faisons

à contrecoeur car nous savons très bien ce que cela va générer. Mais les chaleurs arrivent, il y a des risques sanitaires et environnementaux importants, chaque jour est compliqué pour nous qui sommes riverains du site. La situation est très compliquée et nous n'avons pas d'autre solution. Nous avons des enfants, des parents âgés, il y a aussi un hôpital pas très loin et ce n'est pas possible de vivre avec 200 mouches dans une pièce, des serpents et des produits toxiques toute la journée », martèle-t-il. Après avoir notamment organisé des rassemblements, été reçus par le préfet de Corse, Franck Robine, et avoir mis en ligne une pétition qui a recueilli près de 800 signatures à ce jour, les membres du collectif veulent plus que jamais « déclencher une prise de conscience » et obtenir « une solution rapide à cette crise des déchets ».

Négociations en cours

Une issue qui, à leur sens, dépend au moins en partie, dans l'immédiat, des membres d'un autre collectif de citoyens, à savoir Valincu lindu. Conséquence du blocage par ce dernier du centre d'enfouissement de Viggianello,

depuis le mois de novembre, la « solution » de Saint-Antoine, qui devait au départ être provisoire, n'en finit plus, en effet, de s'éterniser. « La précédente réunion organisée à Corte (le 27 février dernier, réunissant notamment les présidents du conseil exécutif et du Syvadee, le secrétaire général de la préfecture, plusieurs intercommunalités et Valincu lindu, ndr) devait se traduire par un protocole de sortie de crise, mais aujourd'hui, cela traîne. Apparemment, il y a toujours des désaccords entre le collectif de Viggianello et tous les autres acteurs », précise Alain Novello. Désormais, nous attendons qu'un accord soit passé entre la Collectivité de Corse, le Syvadee, toutes les communes et l'État. Nous voulons du concret ».

Au-delà du principe de l'exportation des déchets qui avait été acté, l'attente porte à l'heure actuelle sur le déblocage du site de Viggianello, que les membres de Valincu lindu auraient suspendu depuis peu à de nouvelles conditions. « Il s'agit notamment de questions de forme, ou encore liées à la sécurisation », note Alain Charrier, secrétaire général de la préfecture. Qui précise en outre que l'État, « très vigilant quant aux risques sanitaires », n'est pas



Alain Novello et plusieurs des membres du collectif de riverains de Saint-Antoine étaient à pied d'œuvre, hier matin, pour renforcer le blocage commencé la veille aux abords du site de stockage des déchets.

FLORENT SELVANI

en première ligne dans ces négociations, qui sont actuellement menées par le Syvadee et la CdC.

Si le premier des deux fait valoir le « devoir de réserve en période électorale » pour décliner toute communication sur le sujet, la directrice adjointe de cabinet du président de l'Exécutif de Corse, Marie-Christine Bernard-Gelabert, livre quant à elle quelques éléments sur le dossier. « Nous échangeons actuellement

avec le collectif de Viggianello afin de parvenir à une réouverture du site, explique-t-elle. En deux jours, des conventions ont déjà été signées dans cette perspective, notamment avec la Capa et la communauté d'agglomération de Bastia. En attendant les garanties attendues par le collectif, nous avons bon espoir de débloquer la situation d'ici lundi ».

Un exutoire pour les balles de déchets qui permettrait égale-

ment de lever le blocage du site ajaccien. Et d'éloigner le spectre de l'amoncellement des poubelles dans les rues. Même si, comme l'ajoute le collectif de riverains, « l'enfouissement n'est pas une solution satisfaisante à cette crise régionale, qui ne concerne pas uniquement Saint-Antoine ».

LAURE FILIPPI

* Contactée, la Capa, propriétaire du site de Saint-Antoine, n'a pas communiqué.